

Air Canada

Nos vis-à-vis doivent comprendre que ce sont les travailleurs qui forment la pierre angulaire de notre économie. Plus ils reçoivent un salaire horaire élevé, plus ils peuvent apporter une contribution importante à notre économie. Ce sont eux qui ont l'argent nécessaire pour acheter des biens durables, chose qui favorise l'activité économique. Il vaut mieux donner aux intéressés plutôt que de laisser nos banques ou les sociétés pharmaceutiques multinationales réaliser d'énormes profits. C'est là où les Canadiens devraient investir leur argent, alors que les Canadiens vont investir dans leur propre pays, car ils ont un surplus d'argent.

Les travaux seront offerts à contrat. Les services de bien des employés ne seront plus nécessaires. On ne donne aucune garantie pour ce qui est du nombre d'employés qui seront conservés à Winnipeg, même si dans le projet de loi, on précise que les installations d'entretien ne seront pas fermées. On pourrait penser que si le gouvernement est prêt à s'engager à garder ces installations ouvertes, il pourrait certes prendre certains engagements en ce qui a trait au nombre d'employés qui conserveront leur poste. Cependant, là encore, on en arrive au programme caché du gouvernement.

Le vice-premier ministre a déclaré à de nombreuses reprises dans cette enceinte qu'il n'y aurait aucun licenciement à Moncton, dans le cas du CN. Le ministre du Commerce extérieur (M. Crosbie), l'ancien ministre des Transports, a déclaré aux gens des localités de Glace Bay et Port Hawkesbury qu'on n'entendait pas fermer leurs usines d'eau, mais on s'est aperçu très peu de temps après que la politique en question avait changé. Rien ne nous garantit que les 500 employés des services financiers établis à Winnipeg continueront de travailler là. Le gouvernement ne peut offrir à la localité, à la municipalité et aux habitants de l'endroit un engagement législatif clair selon lequel ces services demeureront à Winnipeg. D'une part, le gouvernement dit une chose et d'autre part, il fait exactement le contraire.

● (1620)

La qualité des services et la fréquence des vols vont diminuer sur les trajets moins rentables comme Halifax-Sydney, par exemple, où les lignes aériennes utilisaient des avions à réaction pour transporter les personnes invalides, le cargo exprès et la machinerie industrielle.

Ces vols plus courts causent toutes sortes de problèmes. J'ai parlé de l'aspect économique, mais beaucoup de gens voyagent de Sydney, en Nouvelle-Écosse, à Halifax pour se faire soigner à l'hôpital général Victoria. Maintenant il faut qu'ils montent à bord de petits avions. Ce n'est pas pratique et c'est difficile pour les personnes handicapées, surtout à l'aéroport de Halifax où elles ne peuvent pas s'asseoir quand elles font la queue aux guichets. Des députés pensent peut-être que ce n'est pas un gros problème, mais c'en est un quand beaucoup de personnes malades doivent voyager régulièrement d'une région à une autre dans la province. La réduction des services et l'élimination des avions à réaction causent beaucoup d'ennuis aux personnes qui ont besoin de l'aide d'un gouvernement compatissant.

Le Parlement n'a pas eu l'occasion de se pencher sur la vente d'actions au public. On donne carte blanche aux courtiers en valeurs mobilières en ce qui a trait à la valeur d'Air Canada. Ils vont être grassement payés pour leurs services, probablement quelque 30 millions si le prix de vente est de 300 millions de dollars. Ce n'est pas mal pour une journée de travail. Les Canadiens n'ont pas eu l'occasion d'exprimer leur opinion et de dire ce qu'ils pensent être un montant approprié.

En terminant, je dois dire que la privatisation d'Air Canada et la façon de procéder du gouvernement vont créer des difficultés à ceux de nous qui vivent dans la région atlantique. D'autant plus qu'elle nuira directement aux tentatives des divers paliers de gouvernement qui s'efforcent de maximiser et d'accroître toutes les possibilités de développement économique. Cette mesure de privatisation réduira les services qui existent dans les localités dont j'ai parlé, notamment à Sydney. Elle sera un inconvénient majeur pour le public voyageur comme les patients qui vont à l'hôpital général Victoria ou les petits entrepreneurs qui doivent se rendre dans la capitale pour toutes sortes de raisons.

J'espère qu'après avoir mûrement réfléchi, le gouvernement reviendra à la raison et qu'il verra que mon collègue de Cape Breton—The Sydneys (M. MacLellan), l'un de nos porte-parole, nous a suggéré de bons moyens à prendre pour améliorer une mesure qui pourrait avoir des répercussions néfastes dans toute notre région.

M. Angus: J'ai écouté très attentivement le député et je voudrais lui poser la même question que les ministériels ont posée en réaction aux discours de l'opposition lorsqu'ils ont prétendu qu'en réalité Air Canada n'a pas desservi les petites localités, qu'elle s'est plutôt comportée comme les autres lignes aériennes privées. Les conservateurs pensent, avec l'esprit retors qui les caractérise, que la privatisation de cette société changera cet état de choses.

En se fondant sur sa connaissance de la région de l'Atlantique, pourrait-il nous dire pourquoi Air Canada n'a pas fait preuve de dynamisme en desservant ces petites localités? Était-ce parce que le mandat que lui avait confié le gouvernement à l'époque ne le lui permettait pas? Ou parce que le secteur privé desservait déjà ces localités? De quelle façon la privatisation d'Air Canada changera-t-elle cet état de choses? Croit-il que cette société va étendre son service à ces petites localités du jour au lendemain ou la situation demeurera-t-elle inchangée?

M. McMillan: Quelle question tendancieuse!

M. Dingwall: Il semble que de plus en plus tous les députés vont devoir répondre à ce genre de questions qui sont quant au fond tout à fait précises et directes. La société Air Canada a desservi les localités des provinces de l'Atlantique. Elle a fait oeuvre de pionnier et a assuré à ces localités des services voyageurs et de fret. Le transport en général et le transport aérien en particulier doivent figurer au premier plan de tout modèle économique. Parce que le gouvernement actuel l'exhorte à abandonner les courts trajets qui ne sont pas aussi profitables que les longs trajets comme ceux de Halifax à Toronto ou de Halifax à Montréal, la société Air Canada les abandonne à d'autres sociétés aériennes.